

L'an mil neuf cent quatre-vingt-douze, le samedi 25 avril, à 9 H 28, le Conseil Municipal de Saint-Denis s'est assemblé, en deuxième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale.

ETAIENT PRESENTS

Gilbert ANNETTE - Michel CHAN-LIAT - Gilbert GERARD -
Mickaël NATIVEL - René LAI-HONG-TING - Sudel FUMA - Ismaël
MOULLAN - Gabriel ARMOUDOM - Alain ARMAND - Jean-Max
NATIVEL - Daniel TOUSSAINT - André BOURGIN - Patrick
VERGUIN - Rémy MASSAIN - Emmanuel HOARAU - Elio LEBON -
Jean IVOULA - Hervé MAGAMOOTOO - Michel TAMAYA - Jean
HOAREAU - Russel HOAREAU - Edith NALEM - Dominique RIVIERE
- Maxime SIDAMBAROMPOULLE - Yasmina HATIA - Firmin
LACPATIA - Erick EGOLFF - Jean-Paul CLAIN - Armand IGNACE
- Françoise MOLLARD - Philippe LAUDE - René Paul VICTORIA
- Marc GERARD - Daniel BOX - Axel KICHENIN

ETAIENT REPRESENTES

NOTA

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de la Mairie de Saint-Denis le 30 AVR. 1992 et que le nombre de Conseillers Municipaux présents a été de 35 sur 55 à l'ouverture de séance.

Gabrielle FONTAINE par Gilbert ANNETTE
Jules RAUX par Michel CHAN-LIAT
René LIN-TENG-SHEE par Gabriel ARMOUDOM
Serge CAZANOVE par Gabrielle FONTAINE
André PADEAU par Erick EGOLFF
Mathilde JUNOT par Emmanuel HOARAU
Paul PAYET par Marc GERARD

Les autres Conseillers absents étaient non excusés.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice peuvent délibérer en exécution de l'Article 50 de la Loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.

Il a été, conformément aux dispositions de l'Article 52 de la même Loi, procédé à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil Municipal. Michel TAMAYA a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Rémy MASSAIN, Adjoint, a quitté la Salle des Délibérations à 9 H 49, après le vote de la motion pour le maintien de l'Ecole Militaire Préparatoire de La Réunion (E.M.P.R.).

Dominique RIVIERE, Conseiller Municipal, a quitté la Salle des Délibérations à 10 H 49, au cours de l'examen du Rapport n° 92/2-22, en donnant procuration au Maire.

